

E. Macron élu : vers la mort des services publics et de l'ESR

Dimanche 7 mai, les vieux monstres ont failli ressurgir. Nous nous sentons soulagé-e-s que le parti fasciste ait subi un revers électoral. Néanmoins, ses idées de mort et de guerre sont plus que jamais vivaces. **Les politiques libérales destructrices ont aidé à leur propagation** mais les ont également progressivement intégrées. Victimes de ces politiques libérales, tous les services publics et au premier rang desquels l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, n'ont pas pu effectuer correctement leurs missions, laissant ainsi les doctrines xénophobes, racistes et violentes du Front National prospérer. Marine Le Pen ne s'y trompait pas, elle qui rêvait d'une université démassifiée, à l'accès très restreint, « au mérite », et une organisation ultra-hiérarchisée visant à reproduire et à légitimer les dominations liées à la classe, au genre, ou à l'origine réelle comme supposée.

Pour autant, le programme d'Emmanuel Macron annonce la **destruction de la possibilité d'un enseignement supérieur public, critique, émancipateur, démocratique et ouvert à tou-te-s**. En refusant d'aborder la précarité étudiante, M. Macron entérine les sélections sociales dans l'accès aux études supérieures et dans leur «réussite».

Les propositions du nouveau Président Macron, faites pendant la campagne, s'articulent autour de la **poursuite et de l'accentuation des réformes délétères qui touchent l'enseignement supérieur et la recherche depuis une quinzaine d'années**.

Il y a d'abord une volonté de déréguler l'université et de poursuivre une politique d'«autonomie» déjà mortifère : modifications continuées de la composition des «instances dirigeantes» des universités (réduction de la «représentation» des étudiant-e-s et personnels au profit des intérêts économiques), minoration des contre-pouvoirs, recrutement des président-e-s d'universités par des « jurys internationaux » hors-sol, fin du statut de fonctionnaire pour les enseignant-e-s titulaires, ou encore pseudo-autonomie des universités dans leurs offres de formation.

Sur la question des frais d'inscription, l'apparente bienveillance de M. Macron, qui dit partout s'opposer à toute hausse globale des frais d'inscription, masque une réalité bien plus sinistre. Il souhaite d'abord pouvoir augmenter ces frais pour les étudiant-e-s étranger-e-s, renforçant ainsi les discriminations entre étudiant-e-s selon leur origine géographique. Ensuite, **son projet conduit à supprimer la fixation nationale des frais de scolarité**. Comme c'est déjà le cas dans d'autres pays, M. Macron veut pousser – en asséchant leurs dotations et en leur en donnant la possibilité réglementaire – les universités à augmenter elles-mêmes leurs frais d'inscription, pour une partie des diplômés ou pour tous. Le résultat sera une **sélection par l'argent dans les universités et les formations les plus prestigieuses qui pourront offrir des cours et services de qualité et un délaissement total des universités « de proximité » dépourvues de moyens**.

Si Emmanuel Macron propose de « sanctuariser » le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est pour mieux imposer un financement des universités non plus sur la base des besoins mais sur celle de leurs « résultats » en termes de recherche, de management, et d'insertion professionnelle. Ce mode de financement ne fera que **favoriser les universités ultra-sélectives qui peuvent s'appuyer sur des frais d'inscription déjà élevés.**

Enfin, le programme d'Emmanuel Macron consacre le retour des « familles » dans le pilotage et l'évaluation de l'enseignement supérieur, venant ici rétablir la tutelle et l'autorité familiale sur des étudiant-e-s très majoritairement majeur-e-s ; une idée qui devrait séduire les mouvements les plus réactionnaires.

Ces propositions sont l'accentuation de ce contre quoi nous luttons depuis des années. Elles n'auront pour résultat que la dégradation des conditions de travail des étudiant-e-s et l'amoindrissement de leurs droits. Elles ne répondront en rien aux problèmes contemporains des étudiant-e-s. **Ces réformes annoncées sont d'autant plus scandaleuses que ce nouveau président promet de passer en force tous ces sujets qu'il sait être sensibles pendant l'été, sans aucune façade démocratique.**

Pour toutes ces raisons, Solidaires Étudiant-e-s s'engage dès aujourd'hui à **s'opposer fermement, par la lutte, à ces mesures destructrices et dangereuses pour les intérêts des étudiant-e-s, des personnels et des universités.**

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttés

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

contact@solidaires-etudiant-e-s.org